

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Vous n'avez qu'une victime pour présenter vos marchandises. En annonçant dans la presse, vous pouvez en avoir des millions.

BUREAUX
 ROUBAIX. — 68-71, Grande-Rue. Tél. 327.32, 327.33 et 327.34.
 TOURCOING. — 22, rue Carnot. Tél. 37.
 LILLE. — 3, rue Faidherbe. Tél. 839.31.
 PARIS. — 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 77.84.
 MOUSCRON. — 105, rue de la Station. Tél. 3.64.

ANCIENS DIRECTEURS:
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

BILLET PARISIEN
L'EMPIRE FRANÇAIS MIS A L'ÉPREUVE

PARIS, 6 JANVIER (Minuit).
 Avant de quitter la terre d'Afrique, où il a fait acclamer, comme jamais peut-être il ne le fut, le nom de la France, le président Daladier a tiré la philosophie de son émouvant voyage. Il a renouvelé l'assurance que la nation française, qui s'étend des plaines de Flandre aux rives du Congo, se lèvera d'un seul mouvement et avec la plus farouche énergie s'il lui fallait lutter pour son intégrité. Non seulement elle ne cédera pas un arpent de son territoire sous la menace, mais elle ne se laissera pas davantage ébranler par les manœuvres de la ruse. On invoquera des arguments juridiques. Il n'est pas de droit qui puisse prévaloir contre le droit de la France.

Associant son auditoire, où de telles paroles provoquaient l'enthousiasme le plus délirant, à ses propres réflexions, M. Daladier déclara que les concessions faites par notre pays à la paix ne doivent pas être interprétées comme un signe de faiblesse. Ces concessions sont-elles celles de Munich ou s'agit-il de concessions nouvelles? On sera fixé avant peu. Le voyage de M. Chamberlain à Rome a certainement donné lieu à d'actifs entretiens entre les gouvernements de Paris et de Londres. Quand il se trouvera en présence du Duce, le Premier anglais saura ce à quoi la France peut consentir et ce qu'elle ne peut que refuser. Ainsi renseigné, il ne pourrait qu'arrêter M. Mussolini aux premiers mots qu'il prononcerait en faveur des exigences coloniales de l'Italie.

Sur d'autres points, avons-nous donné des gages de bonne volonté? Avons-nous suggéré une solution du problème espagnol? Toutes ces questions sont agitées vendredi soir dans les milieux politiques. Mais on ne peut que les poser et l'on en est, en définitive, réduit aux conjectures.

Ce qui est sûr, c'est qu'au sein de l'Europe centrale que dans le Bassin méditerranéen, les Etats totalitaires vont mettre de nouveau à l'épreuve la politique extérieure de la France et de la Grande-Bretagne.

Il faut donc se féliciter des résultats heureux du voyage de M. Daladier, qui a prouvé l'unité et la force de l'armature morale de l'empire français.

René ROUSSEAU

Un rapport du colonel Lindbergh sur la supériorité énorme des forces aériennes du Reich

Washington, 6 janvier. — Le colonel Lindbergh aurait adressé au gouvernement américain un rapport sur la supériorité énorme des forces aériennes du Reich.

Le rapport du colonel Lindbergh aurait confirmé le gouvernement américain dans son intention d'augmenter considérablement ses moyens de défense, et il serait en partie responsable du très important budget de la défense nationale présenté jeudi au Congrès.

Toutefois, interrogé par un journaliste sur l'existence de ce rapport, M. Roosevelt a répondu négativement.

Le 10 janvier RENTRÉE du PARLEMENT

La réélection de M. Herriot à la présidence de la Chambre est assurée

Celle de M. Jacques Duclos, communiste, à la vice-présidence, sera vivement combattue

L'ASSEMBLÉE ABORDERA ENSUITE LE PROBLEME DE LA RÉFORME ÉLECTORALE

Puis la session se terminera par l'élection du successeur de M. Albert Lebrun qui aurait lieu le jeudi-saint 6 avril

Paris, 6 janvier. — Après avoir discuté et voté le budget de l'exercice 1939 en dix-huit jours, le Parlement va reprendre ses travaux le 10 janvier.

Le doyen d'âge, M. Antoine Salles, député du Rhône, âgé de 78 ans, présidera la séance d'ouverture et prononcera l'allocation d'usage.

Le renouvellement du bureau de la Chambre aura lieu ensuite. La réélection de M. Herriot sans concurrent est assurée, mais on prévoit qu'il y aura compétition au moins pour la nomination d'un des vice-présidents. Plusieurs candidatures à la vice-présidence ont été déjà annoncées. Outre celle de M. Gratien Candace, maintenue par la Gauche démocratique et radicale indépendante, l'Alliance des républicains de gauche et des radicaux indépendants a désigné M. Louis Buyat, député de l'Isère, pour succéder à M. Louis Rollin, qui se retire volontairement. Les républicains indépendants et d'action sociale, d'accord avec les agraires indépendants et les adhérents au Parti social français, ont présenté M. Robert Sérot, ancien ministre, député de la Moselle, qui jouit de la sympathie générale, même parmi ses adversaires politiques.

Indépendamment de ces candidatures de groupes, M. Louis Aubert, qui n'appartient à aucune formation politique, a annoncé et confirmé son intention de se présenter individuellement pour faire échec à M. Jacques Duclos, communiste. Déjà, l'an dernier, le 11 janvier, le député de la Vendée avait mis celui-ci en ballottage.

(Lire la suite page 3.)

Les cinémas parisiens rouvriront aujourd'hui

Une Commission va examiner la situation fiscale des salles obscures

Paris, 6 janvier. — Après un entretien avec M. Chautemps, vice-président du Conseil, les représentants qualifiés de l'industrie cinématographique ont décidé la réouverture de leurs salles pour samedi à midi.

Une commission examinera la situation fiscale des entreprises et déposera ses conclusions dans un délai de dix jours. Pendant l'examen, la taxe votée par le Conseil municipal de Paris ne sera pas mise en recouvrement.

Une délégation de la société des auteurs et compositeurs dramatiques avait été reçue dans la matinée à la présidence du Conseil. Elle avait fait connaître que, par contre coup, ses membres seraient atteints par la nouvelle taxe et qu'ils se solidarisaient avec l'industrie du film.

ALGER
 La dernière étape du voyage africain
 capitale de la France d'Afrique acclame d'une seule voix le chef du Gouvernement

APRÈS S'ÊTRE RENDU AU MONUMENT AUX MORTS, M. EDOUARD DALADIER A PASSÉ LES TROUPES EN REVUE, PUIS IL A PRÉSIDÉ UNE CONFÉRENCE MILITAIRE

Le représentant de la France a prononcé ensuite un grand discours où il a exprimé l'inébranlable détermination du pays de rejeter toutes revendications injustifiées

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL S'EST EMBARQUÉ POUR LA FRANCE A 15 H. 45



A Alger, M. Daladier passe devant la garde d'honneur des spahis à son arrivée au palais du gouverneur général.

« Le sang des Arabes, le sang des Kabiles, le sang de tous les peuples accourus à notre appel n'a pas été seulement répandu pour la France, il a été répandu pour tous les peuples alliés de la France, y compris pour ceux qui paraissent l'avoir oublié. »

indirecte, d'avoir recouru à la force ou à la ruse, nous opposons une détermination et une volonté que rien au monde ne pourra fléchir. »

(EDOUARD DALADIER.)

« Lorsque j'ai dit que je maintiendrais l'intégrité de l'empire français, je n'ai pas dit seulement que je ne céderais pas un arpent du territoire de cet empire, je voulais dire que je ne me laisserais pas mener par les procédés juridiques que certains voudraient invoquer. »

Alger, 6 janvier. — L'arrivée de l'escadre présidentielle en rade d'Alger, à 8 heures, est annoncée par une salve de quinze coups de canon. Quarante-cinq avions survolent le port, où tous les navires arborent le grand pavois.

Les grands chefs indigènes, en burnous rouges et or, turbans blancs, se tiennent sur le quai de l'Amirauté, où arrivent notamment MM. Le Beau, gouverneur général de l'Algérie; le général Nogué, résident général au Maroc; le

« Il faut bien que l'on sache que, contre toute tentative, qu'elle soit directe ou

général Catroux, commandant le 19^e corps d'armée; le contre-amiral Richard et le général Tetu, commandant la 5^e région aérienne.

VERS DJIBOUTI
 Un second bataillon de tirailleurs sénégalais s'embarque à Marseille



Debout dans sa voiture, M. Daladier remonte le boulevard de la République, à Alger.

Marseille, 6 janvier. — Comme pour le départ du 1^{er} bataillon de marche sénégalais, une manifestation impressionnante a eu lieu jeudi matin à la Pinede, où un second bataillon s'est embarqué sur le paquebot « Athos II », à destination de Djibouti.

Le bataillon de tirailleurs sénégalais, commandant Lapeyre en tête, défilait aux accents de la musique du 141^e d'infanterie.

Un détachement du même régiment rendit les honneurs. Le général Oiry passa en revue ceux qui allaient partir, et dans une courte allocution souhaita un heureux voyage au troupes qui vont assurer la garde de Djibouti.

« Les Français, dit-il, se sont ressaisis, soudés, pour ainsi dire, et ce redressement moral est d'un heureux augure pour la sécurité de l'Empire français de 100 millions d'habitants. »

— A l'occasion du 1^{er} janvier et sur la proposition de M. Campinchi, ministre de la Marine, le président de la République a accordé des réductions de peine en faveur de dix condamnés militaires des équipages de la flotte.

— Le Parquet de Besançon a fait arrêter M. Julien, notaire au Coteau, pour des détournements s'élevant à environ 900.000 francs.

— Le « Times » et la plupart des journaux anglais ont été enlaidis à leur arrivée à Berlin.



Aménagé par une vedette du « Foch », M. Daladier débarque à Alger.

QUE SE PASSE-T-IL SUR LA FRONTIÈRE HUNGARO-TCHÉCOSLOVAQUE ?

Près de la ville de Munkacs (Hongrie) un engagement aurait fait de nombreuses victimes

Après avoir soulevé une vive émotion, l'incident semblait hier soir considéré comme réglé

Ce que l'on dit à Budapest

Budapest, 6 janvier. — D'après des informations de source officielle hongroise, un grave incident de frontière s'est produit, vendredi matin, près de Munkacs, dans la Hongrie du Nord-Volci comment, en premier lieu, les faits étaient présentés :

Vendredi matin, à 3 h. 40, des troupes tchèques et des corps francs ukrainiens, transportés par trois camions militaires blindés tchécoslovaques, ont attaqué la ville de Munkacs, devenue hongroise en vertu des accords de Vienne.

Les réguliers tchèques et les « terroristes » ukrainiens ont franchi la ligne de démarcation et occupé le village d'Oroszveg, à cent mètres de la petite ville de Munkacs. L'attaque était appuyée par des mitrailleuses.

Les gardes-frontières hongrois ont ouvert le feu de leur côté. La première voiture blindée est tombée dans le ravin et l'équipage a été fait prisonnier. La police d'Etat de Munkacs, la gendarmerie et un détachement d'infanterie hongroise sont arrivés en renfort. Un combat corps-à-corps s'est engagé.

A 5 heures, l'artillerie tchécoslovaque a ouvert le feu. Huit obus sont tombés à Munkacs, sur un hôtel, sur le théâtre municipal, sur un cinéma et sur plusieurs maisons privées.

Jusqu'ici, du côté hongrois, il y a neuf morts, dont quatre officiers et cinq soldats. Les Tchèques ont laissé cinq morts sur le terrain. Ils en ont emporté d'autres.

9 heures du matin, on entendait encore de Munkacs le tir des mitrailleuses, de l'artillerie et des minenwerfers.

A 10 heures, l'artillerie tchécoslovaque a ouvert le feu. Elle aurait recommencé à 14 h. 10.

Les gouvernements allemand et italien ont été avisés de l'incident

Budapest, 6 janvier. — Le gouvernement hongrois a informé les ministres d'Allemagne et d'Italie à Budapest, du grave incident de frontière qui s'est produit vendredi matin à la frontière hongro-tchécoslovaque.

(Lire la suite page 2.)

Libres propos
TROIS INSTITUTIONS INDISPENSABLES

Dans son retentissant discours au Congrès de Washington, le président Roosevelt a dénoncé les « nouvelles philosophies de force » qui menacent les trois institutions indispensables aux Américains : la religion, la démocratie et la bonne foi internationale.

« La religion, en enseignant à l'homme les liens qui l'unissent à Dieu, donne à l'individu le sens de sa propre dignité et lui apprend à se respecter lui-même en respectant ses voisins. »

« La démocratie, pratique du gouvernement par tous, est une convention entre hommes libres de respecter les droits et les libertés d'autrui. »

« La bonne foi internationale, sœur de la démocratie, naît de la volonté des hommes des nations civilisées de respecter les droits et les libertés des hommes des autres nations. »

Ces fortes paroles méritent d'être retenues et méditées. Celui qui les a prononcées, dans une circonstance solennelle, préside aux destinées d'un grand peuple qui a la réputation justifiée de poursuivre une politique réaliste en s'appuyant sur les idéaux essentiels.

Mais les trois institutions indispensables à la nation américaine sont naturellement aussi indispensables à la France, à l'Angleterre, à tous les pays qui veulent vivre dans la liberté.

Il n'y a pas deux vérités : une pour le nouveau monde et une autre pour l'ancien. Il n'y a pas non plus deux façons de comprendre la liberté. Dans la limite de l'intérêt général et du respect mutuel, celle-ci ne peut être accordée aux uns et refusée aux autres.

Quand M. Roosevelt proclame que la religion est la source de la démocratie et de la bonne foi internationale, ces trois institutions se complètent logiquement, sa constatation dépasse les frontières des Etats-Unis et elle vaut pour l'Occident comme pour l'Orient.

Ajoutons, avec l'homme d'Etat américain, que l'ordre social qui prétend se passer de ces trois institutions est mal placé pour rechercher et assurer la paix.

Mais la dictature n'a-t-elle pas des avantages ?

Certainement, répond le président de la république des Etats-Unis : « elle vous débarrasse des conflits ouvriers, du chômage, des mouvements inutiles et elle vous épargne de penser par vous-même. »

Mais à quel prix ?

Que coûte la dictature ? Elle coûte des valeurs spirituelles ; elle coûte le droit sacré de pouvoir dire ce qui nous plaît ; elle coûte la liberté de conscience ; elle coûte d'être interné dans un camp de concentration ; elle coûte de voir nos enfants élevés, non comme des êtres humains, libres et dignes, mais comme des pions formés et asservis par la machine.

Qu'elle soit à l'allemande ou à la russe, ou encore à l'italienne, la dictature coûte trop cher. C'est vrai pour les Etats-Unis, c'est vrai aussi pour la France.

Restons donc des hommes libres et, pour cela, consentons tous les sacrifices et tous les efforts nécessaires. Mais gardons les trois institutions indispensables : la religion, la démocratie et la bonne foi internationale.

Louis DARTOIS.



Debout dans sa voiture, M. Daladier remonte le boulevard de la République, à Alger.



Aménagé par une vedette du « Foch », M. Daladier débarque à Alger.